



Acte certifié exécutoire

Envoyé : 25/02/2015

Réception par le préfet : 25/02/2015

Publication : 25/02/2015

Le Maire, Daniel FIDELIN

Département de la  
Seine-Maritime

Arrondissement du  
HAVRE

Le 23 Février 2015

Question n° 13

Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers d'après la Loi .....	<b>33</b>
Nombre de Conseillers en exercice .....	<b>33</b>
Nombre de Conseillers présents .....	<b>25</b>
Nombre de Pouvoirs .....	<b>7</b>
Nombre de Votants .....	<b>32</b>

Extrait de la délibération affiché le 24 Février 2015

L'an deux mille quinze, à dix huit heures trente par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 2 Février 2015, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur Daniel FIDELIN, Maire.

Appel nominal :

Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Valérie PAILLART, Dominique THINNES, Corinne LEVILLAIN, Olivier LARDANS, Jean-Luc GONFROY, Virginie LAMBERT, Gérard DELAHAYS, Jean-Pierre QUEMION, Philippe KWIATKOWSKI, Patricia DUVAL, Pascal LEFEBVRE, Marie-Christine BASSET, Frédéric PATROIS, Marie-Paule DESHAYES, Valérie LEDOUX, Estelle FERRON, Alexandre MORA, Fabienne MALANDAIN, Martine LESAUVAGE, Pascal DUMESNIL, Jérôme DUBOST, Aurélien LECACHEUR.

Excusés ayant donné pouvoir :

Gilbert FOURNIER (Pouvoir à Dominique THINNES), Sophie CAPELLE (Pouvoir à Valérie LEDOUX), Emmanuel DELINEAU (Pouvoir à Marie-Paule DESHAYES), Karine LOUISET (Pouvoir à Daniel FIDELIN), Stéphanie ONFROY (Pouvoir à Alexandre MORA), Nada AFIOUNI (Pouvoir à Pascal DUMESNIL), Nordine HASSINI (Pouvoir à Jérôme DUBOST).

Absent Excusé :

Gilles LEBRETON

Désignation du Secrétaire de séance :

Alexandre MORA est désigné Secrétaire de séance à l'unanimité.

# REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 23 FEVRIER 2015

QUESTION : n° 13

1-3

OBJET : Réalisation des aménagements des accès et abords du Cinéma Communautaire « Les Arts » - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Ville et la CO.D.A.H. - Signature – Autorisation

RAPPORTEUR : Monsieur Daniel FIDELIN, Maire

Comme vous le savez, la CO.D.A.H envisage de construire sur notre territoire un cinéma communautaire « Les Arts ». Afin de s'assurer de l'homogénéité du pilotage de l'opération, la réalisation des abords, qui est de la compétence de la Ville de Montivilliers, relèvera de la même maîtrise d'ouvrage CO.D.A.H.

Pour sa part, Monsieur le Président de la CO.D.A.H proposera favorablement cette question lors de son prochain Conseil Communautaire du 12 Février 2015.

Pour cela, je vous propose de m'autoriser à signer une convention de co-maîtrise d'ouvrage à intervenir entre la Ville de Montivilliers et la CO.D.A.H. et ayant pour objet de confier à titre gratuit à la CO.D.A.H., dans les conditions prévues à l'article 2 de la loi MOP, la maîtrise d'ouvrage de l'aménagement des abords du cinéma, à savoir :

- voirie interne de desserte,
- stationnement (153 places),
- réseaux (eau, assainissement, VDI, électricité, ...),
- bassin de rétention,
- éventuelle bâche à incendie,
- éclairage public,
- espaces verts
- mobilier urbain,
- signalétique cinéma non fixée sur l'ouvrage principal (totem ...).

La CO.D.A.H conservera la pleine propriété de l'ensemble bâti cinéma et de son parvis. La partie périmétrique constituant les abords et stationnement restera propriété de la Ville de Montivilliers, y compris les ouvrages enterrés et réseaux nécessaires au fonctionnement de l'équipement.

Il est expressément convenu que la mission confiée à la CO.D.A.H. s'étend au lancement, attribution, notification, signature, gestion et suivi de l'exécution des marchés, à la conclusion et à la réception des marchés.

Dans le cadre de sa mission de maître d'ouvrage de l'opération, la CO.D.A.H. procèdera au règlement de l'ensemble des dépenses qui concourent à l'opération, puis demandera le remboursement des frais ainsi engagés annuellement à la Ville de Montivilliers qui se charge de la récupération de la T.V.A.

La CO.D.A.H concourt au financement de l'opération de travaux en versant à la Ville de Montivilliers un fonds de concours concomitamment au remboursement des frais engagés par la ville de Montivilliers.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, le montant du fonds de concours ne pourra excéder la part du financement assurée, hors subventions, par la Ville de Montivilliers. Ce fonds de concours ne pourra toutefois pas excéder la somme de 571 000 €

Budget prévisionnel de l'opération :

	DEPENSES	RECETTES
TRAVAUX (valeur décembre 2014)	1 017 510,00 €	
ALEAS	77 686,89 €	
ETUDES	81 532,19 €	
PART CODAH		571 000,00 €
FONDS PROPRE VILLE DE MONTIVILLIERS (plafonné à 609 000 €)		605 729,08 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 176 729,08 €</b>	<b>1 176 729,08 €</b>

Au terme de l'année de parfait achèvement des travaux, la mission de la CO.D.A.H prendra fin et la Ville récupèrera les ouvrages.

Imputation budgétaire :

238-314-1037 : budget principal de la Ville - Avances et acomptes versés sur commande d'immobilisations corporelles

1325-314-1037 : budget principal de la Ville - Subventions d'équipement non-transférables

***Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus à l'unanimité.***

***Ainsi délibéré, les jour, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***

Le Maire,